



MARCHE PUBLIC DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(RC.)

Services de téléphonie hébergée pour la Commune de Dinard

Procédure de consultation utilisée :
Appel d'offres ouvert en vertu des dispositions de l'article R.2124-2 1° du Code de la
Commande Publique

Date et heure limites de remise des offres : 11 juillet 2025 à 12H00

N° de marché : 2025-36

SOMMAIRE

1. ACHETEUR PUBLIC ET INTERVENANTS.....	2
1.1. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC	2
1.2. TYPE D'ACHETEUR	2
1.3. ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE	2
2. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1. DECOMPOSITION DU MARCHÉ	3
2.2. NOMENCLATURE FRANÇAISE / COMMUNAUTAIRE PERTINENTE (CPV)	3
2.3. PROCEDURE DE PASSATION	3
2.4. FORME DU CONTRAT	3
2.5. TECHNIQUES PARTICULIÈRES D'ACHAT	3
2.6. MONTANT DU MARCHÉ	3
2.7. PLANNING PREVISIONNEL	4
2.8. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
2.9. VARIANTES.....	4
2.10. DUREE DU MARCHÉ.....	4
2.11. CONDITIONS DE PARTICIPATION	4
2.12. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.13. MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	5
2.14. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	6
3. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
3.1. PRESENTATION	7
MODALITÉS DE REMISE	8
3.2. DES OFFRES.....	8
3.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
3.4. COMMUNICATION ET ÉCHANGES D'INFORMATIONS	9
3.5. COPIE DE SAUVEGARDE :	9
4. SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
4.1. JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	11
4.2. JUGEMENT DES OFFRES.....	11
4.3. CRITERES D'ATTRIBUTION	11
4.4. OFFRES ANORMALEMENT BASSES :.....	12
4.5. REGULARISATION DES OFFRES :	12
4.6. DEMANDES COMPLEMENTAIRES.....	13
4.7. PROCEDURES DE RECOURS	13



1. ACHETEUR PUBLIC ET INTERVENANTS

1.1. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC

Dénomination	Commune de Dinard
A l'attention de	Monsieur Le Maire
Adresse	47 Boulevard Féart
Code Postal	35800
Localité	Dinard
Pays	FRANCE
Téléphone	02 99 16 00 00
Site de dématérialisation	https://megalis.bretagne.bzh

1.2. TYPE D'ACHETEUR

Pouvoir adjudicateur

1.3. ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE

ISATIS

16 rue des Grandes Bosses

44220 COUERON

info@isatis.fr

02.51.70.27.71

2. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture et mise en œuvre de services Voix Trunk Sip et de téléphonie hébergée à destination de la Ville de Dinard ; ci-après dénommé « Acheteur Public ».

2.1. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le marché n'est pas alloti pour les raisons suivantes : la dévolution en lots séparés rendrait l'exécution des prestations techniquement difficile et financièrement plus coûteuse.

Les conditions de réalisation des prestations et leurs spécificités techniques sont indiquées dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe.

2.2. NOMENCLATURE FRANÇAISE / COMMUNAUTAIRE PERTINENTE (CPV)

Code CPV	Libellé CPV
64215000	Services de téléphonie IP
51340000	Services d'installation de matériel de téléphonie par fil

2.3. PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée sous la forme d'un Appel d'Offres ouvert en application de l'article R.2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

2.4. FORME DU CONTRAT

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commandes de services, rattaché au CCAG Techniques de l'Information et de la Communication.

2.5. TECHNIQUES PARTICULIERES D'ACHAT

Le présent marché formera un accord cadre à bons de commande mono-attributaire de services sans montant minimum mais avec un montant maximum bisannuel (R.2162-3 et les articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique).

Le pouvoir adjudicateur attribuera ces bons de commande au candidat titulaire qui aura été désigné individuellement par ce dernier.

Le choix des prestataires sera arrêté par les membres de la Commission d'Appel d'Offres.










2.6. MONTANT DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum bisannuel, dont les montants sont susceptibles de varier de la manière suivante :

	Montant maximum bisannuel
Années 1 et 2	150 000 € HT
Années 3 et 4	80 000 € HT
Total 4 années	230 000 € HT



2.7. PLANNING PREVISIONNEL

	Publication de la consultation	6 juin 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	11 juillet 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	15 juillet 2025
	Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	Semaines 29 à 31
	Commission d'Appel d'Offres	27 août 2025
	Classement des offres et attribution du contrat (Conseil Municipal)	9 septembre 2025
	Information des candidats non retenus	12 septembre 2025
	Signature et notification du contrat	24 septembre 2025
	Démarrage des prestations	25 septembre 2025

**Ce planning est prévisionnel et ne saurait engager la responsabilité de l'acheteur en cas de décalage dans le temps. L'acheteur se laisse la possibilité de le modifier ou de l'ajuster si besoin.*

2.8. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Différents services et sites de la commune appartenant à l'acheteur public, présentés dans le CCTP au chapitre « Sites concernés par la consultation ».

2.9. VARIANTES

Les variantes libres ne sont pas autorisées.
Il n'existe pas de variante imposée par la collectivité.

2.10. DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de deux ans.
Il est reconductible tacitement une fois, pour une durée de deux ans, sans que la durée maximale ne puisse excéder quatre ans.
L'acheteur public informe le titulaire du marché de son intention de ne pas reconduire le marché au moins trois (3) mois avant la fin de chaque période d'engagement.

2.11. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidats peuvent se présenter sous la forme d'un groupement.
Les candidats peuvent présenter une offre soit, en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements, soit en qualité de candidat individuel.
Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R. 2142-24 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant



notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

2.12. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend :

Pièces générales

- le présent règlement de consultation (RC)
- l'acte d'engagement (AE)..... pièce n°1
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)..... pièce n°2
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes..... pièce n°3
- le bordereau de prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE)..... pièce n°4
- la synthèse de l'offre..... pièce n°5

Pièces particulières

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-TIC) applicable aux marchés publics de techniques de l'Information et de la Communication (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication NOR : ECOM2106875A)
- Le code de la commande publique, (Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

Les pièces générales non fournies au marché sont réputées être connues des parties en présence qui peuvent se les procurer sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

La signature des pièces du présent marché entraîne leur acceptation.

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

L'acheteur public se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ce délai est décompté à partir de la date de mise en ligne par le pouvoir adjudicateur des modifications. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable fonction de cette nouvelle date.

Les candidats n'ont pas à apporter de modifications au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Les soumissionnaires complètent les items concernés du bordereau des prix unitaires.

2.13. MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le mode de transmission retenu pour les communications et échanges d'informations est la voie électronique.

Conformément aux articles R 2132-2 et suivants du Code de la Commande Publique, le dossier de consultation peut être téléchargé directement et gratuitement par les candidats à l'adresse du profil d'acheteur : <https://megalis.bretagne.bzh>



2.14. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

La date limite de remise des offres est le **11 juillet 2025 à 12h00**.



3. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1. PRESENTATION

Les offres des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le candidat devra déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur – Plateforme <https://megalis.bretagne.bzh>

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant impérativement les pièces suivantes, datées et signées par lui pour son offre :

Au titre de sa candidature :

- La délégation de signature le cas échéant
- La lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC 1).
- Une déclaration sur l'honneur : Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur. (lettre de candidature DC1 ci-jointe sur laquelle le candidat veillera à cocher la case F1).
- La déclaration du candidat (DC 2)
- Une attestation de régularité fiscale
- Une attestation de vigilance
- La capacité économique et financière : le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles
- La capacité technique : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années, ainsi que la déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire ou l'entrepreneur dispose pour l'exécution des prestations.
- Les qualifications professionnelles (certificats d'identité professionnelle, références attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation ...).
- Les références similaires sur 3 ans, indiquant le montant, la date, le destinataire.
- Les coordonnées bancaires du candidat (IBAN-RIB).

Documents à fournir par le titulaire si emploi de travailleurs étrangers :

- La liste nominative des salariés étrangers employés prévue par l'article D8254-2 du code du travail. Celle-ci doit obligatoirement comprendre les mentions obligatoires imposées par cet article,
- Pour les entreprises situées à l'étranger, les documents prévus par les articles R1263-12 et D8222-7 du code du travail.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le coordonnateur – mandataire du groupement. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Au titre de son offre :

- L'acte d'engagement (AE), complété et accompagné d'un RIB ou d'un RIP ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) complétés ;
- La synthèse de l'offre, complétée ;
- Le mémoire technique du soumissionnaire ;
- Le planning détaillé de déploiement.

Contenu du mémoire technique :

Le prestataire remettra à l'issue de son offre un mémoire technique contenant les éléments suivants :

- Un descriptif de la solution proposée, avec ses qualités technique et fonctionnelle ;
- Un exposé des qualifications et références du candidat sur des projets similaires ;
- Une présentation de la gestion de projet, méthodologie de déploiement et du planning ;
- La description de la gestion des incidents et du Service-Après-Vente, et de la Garantie de Temps de Rétablissement des services.

3.2. MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES

En application de l'article R.2132-7 du code de la commande publique, **la transmission électronique des candidatures et des offres est obligatoire dans le cadre du présent appel d'offres.**

Tout dossier de candidature et d'offre qui serait remis sur support papier ou support physique électronique (CD-ROM, clé USB...), par voie postale ou en main propre ne sera ni ouvert, ni analysé.

Le candidat devra déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur : <https://megalis.bretagne.bzh>

En cas de dépôts successifs, conformément à l'article R.2151-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs aux Marchés Publics, il est rappelé que, seule la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres, est ouverte.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, il convient de :

- Nommer les fichiers par des intitulés les plus courts possible ;
- Proscrire, dans les noms de fichiers, les accents, symboles et caractères spéciaux ;
- Ne pas utiliser les exe. Et les macros ;
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plate-forme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

Les offres pour lesquelles les plis seraient déposés ou dont l'accusé de réception indiquerait leur dépôt après la date et l'heure limites fixées seront écartées.

- Signature des propositions

Les propositions doivent être signées par les candidats lors de la remise des offres.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

3.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de la réception des offres.

3.4. COMMUNICATION ET ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://megalys.bretagne.bzh> . A cet effet, le candidat renseignera son adresse courriel à l'acte d'engagement. Le candidat s'assure de fournir une adresse électronique générique ou un minimum de 2 adresses électroniques nominatives.

3.5. COPIE DE SAUVEGARDE :

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique. La copie de sauvegarde n'est recevable que si elle est parvenue à destination dans le délai fixé pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- La candidature et l'offre transmise par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- L'offre dématérialisée est parvenue incomplète ;
- La candidature électronique est parvenue hors délai, à la condition que la transmission est commencée avant la clôture de la remise ;
- Un programme informatique malveillant a été détecté dans l'offre du candidat.

Par ailleurs, lorsque le candidat ne peut matériellement transmettre des documents par voie dématérialisée en raison d'une défaillance du portail, d'un problème de connexion à la plateforme ou toute autre raison technique empêchant le dépôt des pièces, le candidat est autorisé à utiliser les autres voies de transmission prévue par le présent règlement, à savoir la transmission d'une copie de sauvegarde par courrier électronique, postal ou dépôt contre récépissé au service de la commande publique.

Le candidat devra fournir la preuve de cette « défaillance » notamment par la transmission d'un justificatif de la plateforme mégalis, qu'il transmettra au service de la commande publique.

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde :

1. sous pli portant la mention suivante :

« Services de téléphonie hébergée

Marché n°2025-36»

« NE PAS OUVRIR »

- Les plis contenant la copie de sauvegarde pourront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Mairie de Dinard - Service commande publique
47, Boulevard Féart
35800 DINARD

Durant les horaires d'ouverture de la Mairie, du lundi au vendredi de 8h30 à 12H30 et de 13h30 à 17 h30

- ou, s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

Mairie de Dinard –
Commande Publique
47, Boulevard Féart - B.P 90136
35800 DINARD

par pli recommandé avec avis de réception postal.

2. aux adresses mails suivantes :

audrey.guerif@ville-dinard.fr et karine.alsac@ville-dinard.fr

L'objet du courrier électronique devra être intitulé

« Copie de sauvegarde – Services de téléphonie hébergée

Marché n°2025-36»

4. SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. JUGEMENT DES CANDIDATURES

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-5 du code de la commande publique.

Les candidats sont jugés sur leurs capacités techniques et financières à répondre aux besoins et justifiant de leur expérience et compétences dans le domaine concerné.

Ces éléments seront appréciés au regard des moyens propres de chaque candidat et des références de l'entreprise pour des prestations comparables et le montant du chiffre d'affaires annuel réalisé au titre de ces prestations sur les 3 dernières années.

Les moyens d'un éventuel sous-traitant ne seront pas pris en compte et ne pourront servir à appuyer une candidature aux garanties insuffisantes.

4.2. JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues au chapitre 2 du code de la commande publique.

4.3. CRITERES D'ATTRIBUTION

L'analyse sera réalisée en fonction d'une pondération des critères suivants, pondération respectant l'ordre de priorité décroissante des critères :

Les informations fournies sur la synthèse de l'offre et sur le mémoire technique du soumissionnaire, permettront d'apprécier son offre selon les critères définis ci-dessous.

Critères :	Pondération :
1 – Qualité technique de l'offre , sur 100 points, dont : 1.1 Qualité technique et fonctionnelle de l'offre..... 40 points 1.2 Qualification / références sur des projets similaires..... 25 points 1.3 Description de la gestion de projet , méthodologie de déploiement, planning..... 20 points 1.4 Description de la gestion des incidents et du Service-Après-Vente, Garantie de Temps de Rétablissement des services..... 15 points	60 %
2 – Conditions financières , sur 100 points Evaluées au regard du prix global de la prestation sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) rempli par les candidats	40 %

Notation :

Les éléments fournis par le candidat à l'appui de son offre (listés page 9 du présent document) permettront de procéder à l'analyse des offres, selon l'échelle de notation ci-dessous :

Appréciation	Notation sur 15	Notation sur 20	Notation sur 25	Notation sur 40
Très satisfaisant	De 13 à 15	De 16 à 20	De 20,1 à 25	De 33 à 40
Satisfaisant	De 11 à 12,9	De 12 à 15,9	De 17 à 20	De 26 à 32,9
Passable	De 8 à 10,9	De 8 à 11,9	De 12,6 à 16,9	De 17 à 25,9
Insuffisant	De 0 à 7,9	De 0 à 7,9	De 0 à 12,5	De 0 à 16,9



Le prix sera noté de la façon suivante :

Le prix est détaillé au moyen d'un bordereau des prix unitaires et d'un détail quantitatif estimatif qui en indiquent les éléments constitutifs.

Après avoir exclu, le cas échéant, les offres non conformes, inacceptables ou inappropriées, le prix de l'offre est noté proportionnellement à l'écart de prix entre la proposition la moins chère et la proposition la plus élevée, selon la formule suivante :

$$\text{Note du critère} = 100 \times \frac{\text{Montant de l'offre la moins chère}}{\text{Montant de l'offre considérée}}$$

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'acte d'engagement, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de l'offre financière sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix indiqué sur l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats demandés. Le délai imparti par la personne responsable du marché à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 5 jours.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation ou négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande de négociation.

4.4. OFFRES ANORMALEMENT BASSES :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

4.5. REGULARISATION DES OFFRES :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.



4.6. DEMANDES COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique que les candidats souhaiteraient obtenir ou qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude sont à adresser, au plus tard 8 jours avant la date limite des offres, via la plateforme <https://megalys.bretagne.bzh>

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats, ayant retiré le dossier, 6 jours au moins avant la date limite de remise des offres.

4.7. PROCEDURES DE RECOURS

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte

35044 RENNES

Téléphone : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Télécopie : 02 23 21 28 29

Site internet : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

Les demandes d'aide juridictionnelle doivent être remises ou envoyées à l'adresse suivante :

Tribunal de grande instance de Rennes

Cité judiciaire

BP 3127

35000 Rennes

Téléphone : 02 99 65 37 37

Conformément à l'article R2197-1, l'organe chargé des procédures de médiation est le :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés Publics :

CCIRA de Nantes

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

Immeuble Skyline

22 mail Pablo Picasso

BP24209

44042 NANTES cedex.1

Téléphone : 02 53 46 79 02

Courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr